

Mythes et castrisme, la belle affaire

par GUSTAVO SÁNCHEZ PERDOMO*

ABORDER LA FABRIQUE DU MYTHE de la Révolution cubaine si peu de temps après la mort de Fidel Castro est une démarche qui peut paraître simple, mais qui s'avère en réalité compliquée. Pour ce faire, il faut insister sur la singularité du processus cubain abouti en 1959, celle-ci étant parfois contestée par ceux qui regardent vers le passé au bénéfice de leurs convictions politiques. Nous soutenons, à l'inverse, que nul autre pays n'aurait pu cristalliser de telles circonstances historiques bel et bien exceptionnelles, et que nulle part ailleurs un tel ensemble de contradictions sociopolitiques n'aurait pu être catalysé sans un individu réunissant les caractéristiques, la détermination et le talent politique du futur *Líder Máximo*. La Révolution cubaine, c'est Fidel, sans lequel rien n'aurait été possible.

Lorsqu'il commence en 1952 sa lutte contre Fulgencio Batista, le Fidel Castro qui conçoit, mûrit et exécute le projet – *a priori* insensé – d'attaquer la caserne Moncada à Santiago de Cuba, n'est plus le jeune homme d'action forgé dans le vivier universitaire havanais. Il a cependant un nom, une réputation, ainsi que des sobriquets plutôt péjoratifs – *El Guajiro*, *Bola de Churre*, *El Loco* (« Le Paysan, Boule de Crasse, Le Fou ») – et il est déjà marié et père d'un petit Fidelito. Ayant reçu son diplôme d'avocat en 1950, il a pourtant à peine exercé sa profession^[1] et s'est ensuite tourné vers la politique : il aspire à devenir député. Deux événements majeurs ayant disloqué la vie politique cubaine marquent profondément le jeune homme : d'abord le suicide d'Eduardo Chivás, leader charismatique du Parti Orthodoxe, auquel Fidel appartient, puis le coup d'État de Fulgencio Batista. Lecteur compulsif de Mussolini, Malaparte et Primo de Rivera, Castro développe une obsession pour la lutte armée. C'est sa plaidoirie d'autodéfense *L'histoire m'absoudra*^[2], prononcée en octobre 1953 devant le tribunal chargé de juger les participants au putsch de

* Radié de l'université de La Havane en mars 1967 pour « raisons idéologiques et politiques », réfugié en France en 1982, naturalisé en 1989. Journaliste..

1. Il a intégré le cabinet Aspiazo-Castro-Rasende, rue Tejadillo, n° 57 à La Havane.
2. Le 16 octobre 1953 devant le *Tribunal de Urgencia de Santiago de Cuba*.



*Raúl Castro (à gauche), Fidel Castro (au centre)
et d'autres assaillants de Moncada libérés de prison en mai 1955.*

la caserne Moncada, qui marque sans conteste le point de départ de sa mythologie personnelle et de ce qui serait désormais «sa» révolution. Debout dans le box, le prévenu qui est aussi avocat de sa propre défense, est ostensiblement galvanisé par l'idée d'un destin qu'il imagine probablement tout tracé. Fidel Castro allait désormais se servir des extrapolations tirées de ses propos pour créer un sas entre lui et les autres adversaires de Batista. L'aventure, couplée d'une opération de communication sans précédent à Cuba, commençait sous de bons auspices.

En effet, outre une virulente philippique contre Batista et les militaires ayant massacré une partie des survivants de l'attaque de la Moncada, Fidel avait développé devant les juges et les journalistes médusés un projet sociopolitique pour Cuba consistant en cinq lois : la restauration de la Constitution de 1940 ; l'octroi de la terre à ceux qui la travaillent dans une limite de cinq *caballerías* (soit un total d'environ 335 hectares) avec une compensation financière aux propriétaires échelonnée sur dix ans ; la redistribution directe aux ouvriers de 30 % des bénéfices des sociétés opérant dans l'industrie, les mines, et les finances ; une augmentation de la participation aux bénéfices pour les planteurs de canne à sucre ; et enfin la confiscation immédiate de l'argent de la corruption.

Dans la foulée, il annonçait aussi vouloir réécrire les lois concernant la terre, l'industrialisation, le logement, le chômage, l'éducation et la santé. Ce discours, dûment réécrit pendant la courte période de quinze mois que dura son emprisonnement – il bénéficia d'une bienveillante amnistie – devint par la suite le *vade-mecum* de sa propagande.

Un demi-siècle de république n'avait pas permis à Cuba, « pays à la mémoire courte » selon l'expression consacrée, et tenu par « des généraux et des avocats^{3]} », de consolider une société civile capable d'un développement harmonieux. La grande île semblait pourtant promise à un tel destin : position géographique privilégiée, terres fertiles, potentiel touristique immense. Les quatre siècles de présence espagnole à Cuba expliquent en grande partie l'issue du conflit colonial en 1902.

Pendant une bonne partie du XIX^e siècle, Espagnols péninsulaires et Créoles cubains profitent pour certains d'un développement extraordinaire dû en grande partie à la ruine de Saint-Domingue provoquée par la révolte des esclaves de 1792^{4]}. Pourtant, un siècle plus tard, au sortir de la guerre d'indépendance, une grande partie des acteurs économiques créoles étaient soit ruinés soit très fragilisés. C'est ainsi que grâce à l'intervention américaine de 1898-1902 les capitalistes états-unis, anglais et espagnols prirent l'avantage sur les Cubains, en apportant de l'argent, des institutions de crédit et des cadres dirigeants aux secteurs sucrier et minier et, dans une moindre mesure, à ceux du tabac, du café, du cacao et de l'élevage.

Or vers 1950, grâce à la création d'institutions d'État comme la banque centrale, l'office du développement industriel, celui du commerce extérieur, et une cour des comptes – toutes ces entités étant dirigées par des représentants d'une classe moyenne compétente – les choses commençaient véritablement à aller de l'avant. Le pays était cependant loin d'être un paradis et les inégalités étaient notoires mais il évoluait progressivement vers une amélioration, malgré une corruption galopante.

C'est alors que se produisit le coup d'État de Batista en 1952, une rupture du rythme institutionnel que prônait la Constitution libérale de 1940. Fidel Castro émerge de ce bouillon de culture. Il a un programme très précis en tête : éjecter Batista et ses acolytes ainsi que l'oligarchie qui va avec ce nouveau gouvernement. Mais il entend aussi démonter le système et s'emparer à son seul profit du pouvoir. En attendant, il est déjà et avant tout « fideliste », créant sa propre tendance. Peu nombreux sont ceux qui s'en sont rendu compte à ce moment-là, mais la suite des événements semble montrer que tel était bien son objectif dès le départ. Durant sa conquête du pouvoir, Castro et ses inféodés se sont employés dans leurs argumentaires à nuancer les données tant sur l'état réel du pays que sur leurs projets, formulant des promesses qui, comme celles citées plus haut, devaient rester des promesses. Il put ainsi capitaliser sur le nationalisme des Cubains et attaquer à bon escient les travers de la politique politicienne régnant sur l'île. En 1952, Cuba était une nation dont les deux grands partis, corrompus et bureaucratisés, prenaient l'eau de toutes parts et exaspéraient

3. L'ouvrage *Cuba, país de poca memoria*, d'Aldo Baroni, Ed. Botas, México, 1944, porte en exergue une phrase prémonitrice : « Les révolutions apparemment faciles et simples sont les plus dangereuses ».

4. Voir Romy SÁNCHEZ, « Cuba : de la conquête de Christophe Colomb à la révolution castriste », *Questions Internationales*, n° 84, mars-avril 2017, p. 10-17.

l'opinion. La population, et notamment sa dynamique classe moyenne, rêvait en toute légitimité d'une profonde réforme vouée à réorienter la société, mais ces rêves ne laissaient en rien entendre une Révolution radicale prochaine.

L'après-guerre, avec le début de la guerre froide et les convulsions idéologiques qui accompagnèrent la fin du colonialisme en Afrique et en Asie, ont fait de Cuba une charnière. Nombreux furent donc les réfugiés et les personnalités politiques qui s'y installèrent pendant ces années. Cuba était entourée de dictatures (République Dominicaine, Venezuela, Guatemala, Nicaragua) et devenait dès lors un carrefour et une base de repli, au même titre par exemple que le Mexique. Une fois la très pertinente contestation à l'encontre de Fulgencio Batista entamée, Fidel, qui devient rapidement son leader charismatique, l'amplifia d'abord aux États-Unis puis en Amérique latine et en Europe. C'est de ce pot-pourri et de la médiocrité propre à la classe politique cubaine qu'est issue la mythologie du castrisme.

Le point de départ de cette reconstruction du fait révolutionnaire par le castrisme et par son alliée naturelle, la Gauche Divine, est l'exaltation du génie de stratège politique et militaire de Fidel Castro. Le maquis et la clandestinité urbaine – la *Sierra* et la *Plaine* – apparaissent comme les deux facteurs parallèles du combat, mais le maquis confisquait le premier rôle et la gloire revenait à Fidel et à sa garde rapprochée. À mesure que les années et les générations ont passé, cette manipulation s'est institutionnalisée⁵. Il y a quelques semaines, le 13 mars, jour du 60^e anniversaire de l'assaut au Palais présidentiel (à La Havane en 1957), a été escamoté par le gouvernement de Raúl Castro qui s'est limité à organiser une commémoration *a minima* à peine relayée par les médias. Cette tentative manquée d'une organisation étudiante universitaire entendait exécuter Batista dans son bureau, décapitant ainsi son pouvoir en tournant le dos au fidélisme et en assumant directement le pouvoir. Des entités qui monopolisent la conservation de la mémoire, à l'instar du Bureau des Affaires Historiques du Conseil d'État (OAHCE) et du Bureau des Publications du Conseil d'État, ont systématiquement décrété que les actions conçues et dirigées par Fidel avaient été les plus décisives. En réalité cette « guerre » fut d'une ampleur bien modeste puisque l'armée de Batista, gangrenée par la corruption depuis son commencement, ne s'est quasiment pas présentée au combat face à l'ennemi. Il est significatif que ni le président Batista, ni son ministre de la Défense, ni le chef des armées, Tabernilla, ne vinrent sur le théâtre des opérations entre 1956 et 1959. Sans oublier que, dès le printemps 1958, le Secrétariat d'État des États-Unis⁶ obtint de l'exécutif la suspension de la coopération militaire avec le gouvernement de Batista, qui consistait en conseils, munitions et d'indispensables pièces de remplacement pour avions et chars d'assaut.

5. Notamment avec les travaux de Marta Rojas et Mario Mencía.

6. Earl E.T. SMITH, *The Fourth Floor*, Ed. Random House, NYC, 1962.

Pour ce qui est de la France avant 1959, son influence à Cuba était somme toute marginale⁷. S'il existait bien une Alliance française, la seule librairie havanaise qui distribuait des publications en français était la propriété de deux frères belges, les Roelants ; quelques exportateurs de parfum et d'alimentation possédaient des antennes commerciales dans la ville. Comme fait notable, on peut signaler qu'une société de bâtiment et travaux publics marseillaise s'était chargée de la construction d'un tunnel sous la baie de La Havane conçu par des ingénieurs cubains. De son côté, mais opérant depuis l'Amérique Centrale, le franco-israélien Jean Contenté assure dans un livre-témoignage⁸ avoir conspiré dès 1956 d'abord avec l'Argentin Che Guevara puis avec Fidel et Raúl lors des préparatifs qui précéderent l'expédition sur le yacht Granma en décembre 1956. Accompagné de photos qui montrent qu'il se trouvait effectivement à La Havane dans les premiers jours de 1959, le récit posthume de son prétendu rôle central est loin d'être confirmé et mieux vaut le considérer comme « sujet à caution ». De façon plus officielle, l'ambassadeur français fit preuve de myopie ou de manque d'information, voire même des deux : au début de décembre 1958, il envoyait à ses supérieurs des rapports dans lesquels il mettait en doute une quelconque fin prochaine pour le régime de Batista. Il en fit les frais puisqu'il fut rapidement remplacé dans les premiers mois de 1959.

La presse française ne se distingua pas non plus par des analyses pertinentes de la situation pré-révolutionnaire dans l'île. Un couple de journalistes, Marie-Hélène Viviès et Daniel Camus, surpris en voyage de nocces à Cuba par la fuite de Batista le 31 décembre 1958, se mêla à l'enthousiasme populaire havanais qui entourait ce moment d'apothéose. Ils téléphonèrent un texte à *Paris-Match* le Jour de l'An même, le tout premier document que les Français – certes alors accaparés par la guerre d'Algérie – purent lire sur le sujet. Ils parvinrent à suivre une conférence de presse donnée par Castro le 6 janvier 1959 à Cienfuegos, à mi-chemin entre Santiago et la capitale. Le *Libertador* leur confia – déjà ! – son amour pour la France et les Français ainsi que son souhait de se retirer à la campagne pour exploiter une ferme, une fois la révolution accomplie. « J'adore la terre et n'ai pas d'ambition politique pour moi-même », affirma-t-il sans sourciller. On sent chez les deux reporters français le courage de regarder le colosse en treillis sans que les larmes viennent troubler leur vue⁹. Peu après, Yves Guilbert¹⁰ et deux reporters envoyés à La Havane pour le magazine *Réalités*¹¹ purent décrire le type de gouvernement qui était en train de se mettre en place dans l'île et attirer l'attention des lecteurs sur la mythologie pro-révolutionnaire naissante qui dès lors serait confirmée au niveau national et international.

7. Notons que Cuba fut pourtant le premier pays à reconnaître la France Libre en 1942.

8. Jean CONTENTÉ, *L'Aigle des Caraïbes*, Éd. Robert Laffont, Paris, 1978.

9. Marie Hélène Camus, *Lune de miel chez Fidel Castro*, avec photographies de Daniel Camus, Paris, Éd. Librairie Arthème Fayard, 1960, p. 119-121

10. Yves GUILBERT, *Castro l'infidèle*, Éd. La Table Ronde, Paris, 1961.

11. Gilles ANONIL, *Réalités*, Octobre 1959, et Michel DEL CASTILLO, *Réalités*, Novembre 1962.

En janvier 1959, une série d'articles du magazine *Bohemia*, profusément illustrés, propagea de façon arbitraire dans trois éditions consécutives vendues chacune à un million d'exemplaires^[12] le chiffre de vingt mille morts comme bilan de la récente libération nationale. La publication des listes de victimes s'interrompt sans explications un mois plus tard, faute d'autres noms. Mais cette information mensongère, relayée aussi dans les pages du quotidien *Revolución* dirigé par Carlos Franqui, et démentie par des calculs postérieurs, est arrivée jusqu'à nos jours dans l'imaginaire de la saga révolutionnaire. Il s'agit là de la première occurrence d'une longue suite de campagnes de désinformation qui ont transformé le castrisme en mythe planétaire.

La suite de l'histoire a déjà été glosée par de nombreux auteurs. Avec le savoir-faire du parti communiste (PSP), d'une partie des républicains espagnols qui avaient trouvé refuge à Cuba après 1939, et de nombreux Latino-Américains qui vivaient déjà à Cuba ou qui vinrent à La Havane après 1959, s'imaginant participer à l'épopée continentale à venir, l'adulation de Fidel à l'intérieur du pays et l'exportation manichéenne de son image à l'extérieur de l'île pouvaient commencer. Tous ces militants aguerris et formés par l'internationalisme communiste, ardemment anticapitalistes et anti-états-uniens, créèrent et mirent en marche une machinerie dont l'objectif était de magnifier le fait cubain et ses leaders, Fidel en tête. Les rangs militants nord-américains et européens livrèrent leurs éclaireurs et les premiers soutiens accoururent à La Havane, à mesure que la clameur spectaculairement anti-impérialiste du jeune barbu cubain résonnait dans le monde entier avec une vigueur croissante.

Suivant un plan apparemment très bien conçu, les « commissions d'orientation » et d'autres institutions d'inspiration orwellienne se mirent à l'ouvrage dans l'île. Ce fut le coup d'envoi de l'utopie, sans que la population, enthousiaste et aveuglée, ne réalise que la Révolution nécessaire avait déjà commencé à disparaître et tournait à la dictature unipersonnelle et clanique. De 1960 à 1963, il s'agissait de minimiser tout ce qui dans le passé cubain concernait l'éducation et la santé publiques, de décrire la capitale cubaine comme « bordel des Américains », d'exposer l'injustice du racisme subi par les non-blancs, de dénoncer le pillage des *yankees*, la suppression du quota sucrier du marché états-unien, l'interruption de l'approvisionnement en pétrole par « les trois sœurs », Esso, Texaco et Shell, tout comme la mise en place de l'embargo commercial et financier en réponse aux nationalisations. S'ensuivit le récit épique conçu autour de la victoire contre l'invasion dans la Baie des Cochons en avril 1961 qui donna au régime l'assise dont il avait alors besoin pour justifier sa consolidation symbolique. Quelques mois plus tard, vers la fin de 1962, l'accord secret entre les États-Unis et l'Union soviétique^[13] qui mit fin à la Crise des missiles, enté-

12. Revue *Bohemia*, 11 janvier, 18-25 janvier, 1^{er} février 1959.

13. Dans les négociations de sortie de crise, une clause demeurée secrète pendant des décennies, stipulait que les États-Unis s'engageaient à ne permettre aucune action contre Cuba. Cette clause est connue comme « pacte des deux K », une allusion aux signataires, Kennedy et Khrouchtchev.

rina la situation cubaine, faisant disparaître à jamais l'idée d'une normalisation politique et d'élections libres. Quasi exempt de menaces intérieures et extérieures, et son immense ego aidant, Castro avait désormais les mains libres pour prendre le devant de la scène internationale en tant que porte-parole des opprimés.

De la même manière que pour la « guerre » dans la Sierra Maestra, la totalité du crédit politique et militaire fut attribuée au génie de Fidel. Quarante ans plus tard, dans une série d'entretiens filmés par Ignacio Ramonet du *Monde Diplomatique*, Castro n'hésite pas à s'attribuer avec force détails, la conduite – depuis ses bureaux de La Havane ! – de toutes les batailles importantes livrées par ses troupes en Angola et en Éthiopie. L'ensemble de cette falsification factuelle des événements a été transféré au subconscient de la population cubaine et, par osmose, à l'opinion internationale via les courroies de transmission des partis communistes. Curieusement, Castro et ses thuriféraires ne disent rien de l'échec des équipées au Venezuela, au Congo ou en Bolivie. Là où il y a eu débâcle, le *Líder Máximo* ne saurait en être tenu pour responsable.

Pendant des décennies d'incessant matraquage, des associations plus ou moins indépendantes ont développé partout dans le monde un minutieux travail en faveur de la consolidation du soi-disant prestige révolutionnaire cubain. À Paris par exemple, *Cuba Sí*, dont l'idée fut lancée en 1960, opère depuis 1961 : dès lors, sa santé et son activisme ne se sont jamais démentis. Toutes les campagnes de propagande de ce type d'associations semblent être téléguidées depuis La Havane et le réseau a pour cheville ouvrière une entéléchie d'institutions « d'amitiés avec les peuples », d'offices culturels et, bien entendu, de l'ensemble des ambassades cubaines dans le monde. C'est suite au travail de telles entités que des générations de Français croient fermement qu'avant la révolution de 1959, Cuba avait une qualité de vie comparable à celle d'Haïti ou du Guatemala, et peinent à envisager que l'île était une destination d'immigration et non un lieu d'émigration.

Ainsi, s'il est certes pertinent d'admettre que la société cubaine pré-révolutionnaire était fortement inégalitaire et qu'il y existait un important contraste entre villes et campagnes, il est aussi nécessaire de souligner qu'en 1958 le pays avait lentement mais sûrement commencé à surmonter ces problèmes. Bien entendu, la dictature et l'économie socialiste furent loin d'être la solution à ces difficultés, bien que les pénuries qui ont suivi ont été exclusivement attribuées à l'hostilité des États-Unis et à l'embargo. Ce dernier n'a jamais empêché l'île de commercer avec le reste du monde, ni de recevoir pendant des décennies les subsides massifs de l'URSS. Cuba, dont la splendide capitale est aujourd'hui partiellement en ruines, était un pôle de choix pour les immigrants venant d'Europe et d'autres pays d'Amérique. À l'inverse, l'île est devenue et est toujours actuellement un générateur d'émigrants. Ceux-ci risquent parfois leurs vies et continuent aujourd'hui malgré tout à s'échapper de Cuba, après avoir subi les humiliations et la rigueur des lois iniques du gouvernement.

Oui, il y avait bien à Cuba avant 1959 un réseau de soins médicaux, d'hôpitaux, de dispensaires, d'institutions mutualistes et une vieille tradition de professionnels de la médecine de haut niveau, par des facultés d'excellence. Les médecins cubains jouissaient alors d'une réputation internationale pleinement méritée. L'école publique était gratuite et grâce au projet « Todo por el niño » (Tout pour l'enfant), voté pendant le gouvernement de Grau et maintenu sous Prío et Batista, le « petit-déjeuner scolaire » proposait une collation gratuite aux élèves les plus pauvres. Parallèlement au réseau scolaire public, un secteur privé laïc ou religieux à prix accessibles existait aussi. Les écoles rurales civico-militaires, les écoles technologiques et normales, en plus d'un programme d'aide médicale pour combattre la tuberculose: tout cela fut créé en 1936 et 1937, durant le premier gouvernement de Batista, par le Conseil Corporatif d'Éducation, de Santé et de Bienfaisance. Ces programmes étaient gratuits, et financés par l'argent de la loterie nationale^[14]. L'École d'Art San Alejandro forma des artistes comme Wifredo Lam. Pour l'apprentissage des langues, et de l'anglais en particulier, les collèges et lycées ouvraient gratuitement en soirée pour permettre aux adolescents et aux travailleurs de s'initier. Quant aux universités, les frais d'inscription étaient modestes: 75 pesos, payables en trois fois. Il était possible d'en être provisoirement dispensé, jusqu'à obtention du diplôme. Aucune carrière universitaire n'était soumise aux quotas et contrairement à la situation créée par le castrisme, les étudiants n'étaient pas discriminés ou radiés en raison de leurs idées politiques, de leurs croyances religieuses ou de leurs préférences sexuelles.

Les sportifs et les musiciens cubains n'ont pas attendu l'arrivée de la Révolution pour être connus dans le monde entier pour leurs performances. Les exemples abondent pour illustrer cette affirmation. En effet, ni Kid Chocolate en boxe, ni Adolfo Luque en base-ball n'ont eu besoin d'une révolution pour briller sur la scène internationale. À la même époque, George Gershwin venait chercher l'inspiration dans l'île où Enrique Jorrín inventait le *cha cha cha*. Au même titre que Paris ou New York, La Havane des années 1950 était un cocktail détonnant de frénésie, de jeux, et de spectacles extravagants^[15]. Tous les domaines des sciences, des arts et de la sphère intellectuelle en général avaient atteint un excellent niveau en 1958: celui d'un petit pays jeune, dont la population atteignait à peine les 6 millions d'habitants. Cette réalité indiscutable était prouvée par la qualité des laboratoires et centres de recherche, des bibliothèques générales et spécialisées, des musées disséminés dans toute l'île, associés à un mécénat culturel très actif. À cela s'ajoutait l'ingénierie de ponts-et-chaussées, sans oublier l'architecture avec ses nombreuses réalisations et sa grande réputation internationale.

14. Frank ARGOTE-FREYRE, *Fulgencio Batista: from revolutionary to strongman*, New Jersey, Rutgers University Press, 2006 (p. 202 à 204) ; pour une description des institutions créées entre 1937 et 1939, Section « Educación » in *Cuba en la Mano, Enciclopedia ilustrada popular*, La Habana, Ed Úcar, García y Cía, 1940.

15. Voir le chapitre « Le paradis du jeu » in T.J. ENGLISH, *Nocturne à La Havane*, Paris, Éd. La Table Ronde, 2010.

Grâce à une constitution votée en 1940 par des représentants élus au scrutin direct, le pays possédait le cadre institutionnel susceptible de lui ouvrir la voie d'une société perfectionnée, dans laquelle la libre entreprise et les syndicats coexisteraient de façon acceptable. Un élément important témoignant de ces progrès était l'existence de lois très avancées pour leur temps, comme celle de 1918 qui autorisait le divorce, celle qui depuis 1931 exigeait que les entreprises employassent au minimum 75 % de nationaux, ou celle de 1940 donnant le droit de vote et d'éligibilité aux femmes cubaines.

Pour ce qui est de la presse écrite, la télévision, le théâtre, le cinéma et la publicité commerciale, les professionnels cubains étaient dans le peloton de tête avec leurs collègues d'Argentine et du Mexique. La proximité géographique des États-Unis aidant, les Cubains étaient par exemple à l'avant-garde de l'aviation civile. L'agriculture, quant à elle, avait un handicap de poids: la dépendance à la monoculture de canne à sucre. Pourtant, le secteur sucrier – à présent défait par le castrisme, dont le gouvernement a même dû acheter du sucre sur le marché international pour pouvoir honorer ses contrats d'exportations – fonctionnait sur le plan agricole comme sur le plan industriel. Avant 1958 en effet, l'île était considérée comme «la sucrière du monde». Quant à la pêche et à l'élevage, leurs développements respectifs approvisionnaient la population et dégageaient des excédents pour l'exportation. Plus important encore: Cuba possédait la maîtrise de ses finances grâce à la création en 1948 d'une Banque centrale, à l'avantageuse parité entre le peso et le dollar, et à l'existence d'institutions comme la Cour des Comptes qui régulait toutes les activités financières et bancaires, ces dernières étant surtout aux mains des nationaux pendant les années 1950.

Reste la question de la discrimination raciale et de l'assimilation au creuset multiracial de la population cubaine pré-révolutionnaire en tant qu'entité. Lors de son indépendance en 1902, comme mentionné plus haut, Cuba était un pays nouveau-né, encore en formation et dont, à l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir, les traits étaient encore mal définis. Si la nation est, selon les termes d'Ernest Renan, une communauté d'âmes et de principes spirituels, alors on peut affirmer que la Cuba de 1958 tendait plus vers l'égalité que celle d'aujourd'hui, après presque six décennies de castrisme. On y admettait l'absurdité du racisme anthropologique et des prétendues supériorités raciales. De fait, dans les textes fondateurs de la République, on pouvait lire ce que des esprits éclairés avaient inscrit, à savoir l'idée d'une nation «égalitaire, souveraine et indépendante, sans souci de races, ni d'antagonismes sociaux».^[16] Cela ne veut pas dire que toutes les discriminations avaient été éradiquées, en particulier dans les pratiques et la sphère privée d'une société dans laquelle l'esclavage n'avait été aboli qu'en 1886.

16. Voir la première Constitution de la République en Armes pendant la guerre des Dix Ans, en avril 1869, in Hortensia PICHARDO, *Documentos para la historia de Cuba*, tomo I, La Habana, Ed. Ciencias Sociales, 1971, p. 376-380.

Le poète noir communiste Nicolás Guillén (1902-1989) a exalté dans son célèbre poème *Tengo* («J'ai»), écrit en 1962^[17], une Révolution qui aurait éradiqué pour toujours la discrimination raciale à Cuba. Son personnage de *Jean Sans Rien* s'interroge dans le texte et fait un bilan de l'avant/après révolutionnaire. Il affirme avoir appris à écrire, à penser, à rire, il dit pouvoir travailler et manger à sa faim et conclut qu'il a, désormais, « tout ce qu'il devait avoir ». Les incondtionnels du castrisme, créateurs de la mythification cubaine dont il a été ici question, auraient bien du mal à affirmer aujourd'hui que le peuple cubain tout entier, quelle que soit sa couleur de peau, a désormais « tout ce qu'il devait avoir ».

Comme on a pu le constater par les déclarations d'une ministre du gouvernement français en décembre dernier à Santiago de Cuba et pendant la campagne présidentielle il y a quelques semaines dans l'Hexagone, le mythe du castrisme continue à résister à la raison, aux révélations constantes et irréfutables, et ce grâce à une bienveillance sagement orchestrée. Cette longévité est entretenue depuis La Havane, mais son rayonnement est assuré par les partis communistes et par une partie de la gauche non-communiste du monde, au prix d'une place dans le camp des ennemis de la vérité.

S'il demeurerait encore un doute sur l'importance que le Parti communiste cubain octroie à la préservation de la légende castriste, il suffit de constater le matraquage imposé depuis la mort de Fidel en novembre dernier : jour après jour, le journal *Granma* n'a de cesse de citer les déclarations des « grands de ce monde » faisant l'éloge du Grand Défunt. Cerise sur le gâteau, l'Université de La Havane a inauguré le 12 avril dernier une « chaire honorifique Fidel Castro » pour l'étude systématique « de l'héritage, de la pensée et de l'œuvre du leader historique de la Révolution cubaine »^[18]. Tout un programme. L'usine à mensonges cubaine a de beaux jours devant elle. Pour paraphraser Orwell qui dans *1984* écrivait « La guerre, c'est la paix », on peut en venir à penser que « le mensonge (castriste), c'est la vérité ».

17. Une traduction est parue dès 1963 en France, voir la revue *L'Arc*, n° 23, automne 1963, p. 61-63.

18. Voir <http://www.fidelcastro.cu/es/noticia/catedra-honorifica-dedicada-fidel-castro-ruz>
